



Conseil de sécurité

Distr. générale
11 novembre 2003
Français
Original: anglais

Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Afghanistan (31 octobre-7 novembre 2003)

I. Résumé

1. La mission du Conseil de sécurité en Afghanistan a eu lieu à un moment critique du processus de Bonn. Elle a coïncidé avec la publication du projet de constitution, qui a donné la première occasion de solliciter les opinions des Afghans concernant le processus constitutionnel. Tous les interlocuteurs afghans ont favorablement accueilli la mission et l'ont vivement appréciée. Les membres de la mission ont estimé que malgré les divisions ethniques et les combats entre factions, il ne semblait pas y avoir de velléités séparatistes en Afghanistan. Ils ont été très impressionnés par le fait que tous les interlocuteurs avaient à coeur d'améliorer leurs conditions de vie, bien que certains aient fait état d'un mécontentement croissant dû au fait que la population ne retirait de la paix aucun dividende ni avantage concret.

2. Avec le concours de la communauté internationale, le Gouvernement afghan a fait des efforts notables pour appliquer l'Accord définissant les arrangements provisoires applicables en Afghanistan en attendant le rétablissement d'institutions étatiques permanentes (Accord de Bonn) (voir S/2001/1154) et pour assurer le relèvement du pays après plus de deux décennies de guerre. La mission a constaté que des progrès avaient été accomplis dans de nombreux domaines, notamment le lancement réussi de la nouvelle monnaie nationale, la reconstruction en cours des routes, la réouverture des écoles, la poursuite de la réforme du secteur de la sécurité, la mise en route de la campagne nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion, les préparatifs de la Loya Jirga constitutionnelle et la publication du projet de constitution.

3. Malgré ces avancées, de nombreux problèmes se posent et il faudra redoubler d'efforts pour rendre le processus de paix irréversible et assurer la sécurité en Afghanistan. La principale préoccupation des Afghans tient à l'insécurité causée par les activités terroristes, les combats entre factions et la criminalité associée au trafic de drogues. À cet égard, tous les interlocuteurs ont cité le sud et le sud-est du pays, régions où l'insécurité, notamment les attaques contre les organisations non gouvernementales, contribuait au ralentissement de la reconstruction. Les menaces dans cette région ont limité l'accès aux pouvoirs public et aux organismes de développement, ce qui accroît le risque que la population soit désillusionnée et marginalisée dans le processus de paix. Les représentants du Gouvernement afghan



se sont montrés plutôt optimistes au sujet de l'expansion du pouvoir des autorités centrales dans toutes les provinces, mais les représentants des organisations non gouvernementales se sont dits préoccupés par la difficulté qu'il y aurait à venir à bout de l'insécurité, des violations des droits de l'homme, de l'impunité, de la corruption et de la tendance à l'augmentation de la production de drogues et de leur trafic. À leur avis, le décalage entre les attentes du peuple afghan et les fonds fournis par la communauté internationale pourrait compromettre le processus politique.

4. Dans bien des régions, les commandants locaux et les chefs de faction violent les droits fondamentaux des individus et des communautés. La mission a été saisie par des organisations de femmes et des groupes de la société civile qui se plaignaient avec force d'actes d'intimidation, de harcèlement et d'exclusion des activités sociales, économiques et politiques. Les institutions judiciaires demeurent faibles et l'économie des stupéfiants est largement incontrôlée. L'insécurité causée par les factions armées et les activités des extrémistes continuent de déstabiliser de nombreuses régions.

5. Par ailleurs, l'insécurité compromet directement la pleine application de l'Accord de Bonn car elle réduit l'espace politique nécessaire au processus politique national et empêche l'accès à de nombreuses régions, et menace ainsi de faire de groupes de la population des laissés-pour-compte, notamment dans les régions en majorité pachtoune.

6. Des progrès ont été accomplis en matière de reconstruction et de stabilisation de l'économie, mais le rythme est resté lent et les acquis sont de plus en plus compromis par les factions armées, le terrorisme et l'augmentation rapide du trafic de drogues, qui menacent de plus en plus de supplanter l'économie légale. La mission a été informée que les cultures illicites rapportaient aux agriculteurs 4 à 20 fois plus que les cultures traditionnelles. Pour que l'Afghanistan atteigne un niveau minimal d'autosuffisance à moyen terme, il faudrait que les donateurs lui apportent une aide accrue à brève échéance. Si l'on ne s'attaque pas aux conséquences du trafic de drogues, l'instabilité et la présence des réseaux terroristes pourraient coûter beaucoup plus cher à moyen terme et à long terme.

7. Pour relever ces défis, il faudra à terme étendre davantage l'autorité du gouvernement central, afin qu'il contrôle toutes les forces armées et les armes ainsi que les recettes nationales, et mettre en place des institutions nationales représentatives et efficaces chargées d'assurer la justice et la sécurité.

8. Les Afghans se sont félicités, à l'unanimité, de la récente prorogation du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Toutefois, ils ont jugé insuffisant le déploiement prévu d'une équipe allemande de reconstruction de province à Kunduz et demandé que des contingents de la FIAS soient déployés dans tout le pays. Ils ont souligné qu'un ferme appui des forces internationales était nécessaire pour instaurer un environnement propice au processus de Bonn, pour constituer l'armée nationale et la police et pour étendre l'autorité du gouvernement central aux provinces. Le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Brahimi, est de cet avis. La mission se félicite du renforcement de la coordination entre le Gouvernement, la FIAS et les forces de la Coalition.

9. L'instauration de la paix et de la sécurité en Afghanistan sera également fonction de l'appui politique et financier continu et coordonné que la communauté internationale apportera aux pays.

II. Recommandations

10. La mission rappelle à toutes les parties qui se sont engagées à participer au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion que conformément au décret présidentiel, les nouvelles armée nationale, police nationale et police des frontières seront responsables de la sécurité et de l'ordre public en Afghanistan. Toutes les autres unités armées seront dissoutes. Comme première étape, la mission recommande, conformément à l'annexe I de l'Accord de Bonn, que toutes les forces des différentes factions soient retirées de Kaboul dans les meilleurs délais.

11. Vu l'importance que revêt le renforcement de la capacité de l'Afghanistan dans le secteur de la sécurité, la mission appelle l'attention de la communauté internationale sur la nécessité de fournir une assistance accrue dans ce domaine, en particulier en assurant la formation accélérée et la poursuite du déploiement de la police nationale et de l'Armée nationale afghane, et de s'engager à fournir d'urgence davantage de ressources au Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public.

12. La mission exhorte l'Administration transitoire afghane à prendre toutes les mesures possibles pour renforcer l'unité nationale et la réconciliation et pour assurer une participation de tous au processus de paix, en particulier en ce qui concerne le rôle des femmes. Comme mesure concrète, la mission recommande que l'Administration transitoire mène à terme la réforme du Ministère de la défense récemment engagée. Le processus de réforme devrait être élargi aux autres grandes institutions.

13. La mission est consciente qu'il est difficile d'organiser des élections générales, du fait de l'insécurité et des risques de faire d'une grande partie de la population des laissés-pour-compte dans le processus politique. Elle a souligné qu'il importait de se pencher sur ces questions de sorte que les élections puissent se tenir selon le calendrier prévu dans l'Accord de Bonn. À cet égard, la mission a pris note des dispositions transitoires du projet de constitution, en particulier la définition d'une période de transition, prévoyant d'abord des élections présidentielles suivies d'élections parlementaires dès que possible.

14. La mission a noté avec intérêt que, pour assurer l'appui financier et l'élan politique nécessaires à l'instauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan, le Président afghan souhaitait organiser une conférence de suivi du processus de paix au début de l'année prochaine, après la tenue de la Loya Jirga constitutionnelle. La mission invite le Secrétaire général à étudier la possibilité d'organiser une telle conférence.

15. La mission demande à tous les pays voisins de l'Afghanistan d'appliquer pleinement la Déclaration de Kaboul du 22 décembre 2002 sur les relations de bon voisinage (S/2002/1416, annexe) et de redoubler d'efforts, en particulier dans le cadre de la commission tripartite, pour préserver la paix et la sécurité en Afghanistan, notamment dans les régions du sud et du sud-est.

16. Pour renforcer le gouvernement central et les institutions de base, la mission recommande que l'Administration transitoire afghane engage un processus de réconciliation nationale à l'intention de tous les Afghans désireux de contribuer à la reconstruction du pays en faisant fi des événements passés.

III. Énoncé de mission

17. Dans une lettre datée du 2 octobre 2003 (S/2003/930), le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que les membres du Conseil avaient décidé d'envoyer une mission en Afghanistan. La mission s'est déroulée du 31 octobre au 7 novembre 2003. On trouvera en annexe au présent rapport le mandat, la composition et le programme de la mission (voir annexes I et II).

18. Partis de New York le 31 octobre, les membres de la mission ont séjourné en Afghanistan du 2 au 6 novembre. Basés à Kaboul, la capitale, ils ont effectué des visites à Herat (3 novembre) et à Mazar-e-Charif (5 novembre). Une visite étant prévue à Kandahar mais du fait de la situation en matière de sécurité, elle a dû être annulée. De passage à Islamabad, en partance pour Kaboul, la mission a eu une séance d'information avec Fariq Osman Hyder, Secrétaire adjoint aux affaires étrangères au Ministère des affaires étrangères du Pakistan.

19. En Afghanistan, la mission a eu des discussions approfondies sur l'application de l'Accord de Bonn et les répercussions de la résolution 1510 (2003) du Conseil de sécurité avec l'Administration transitoire afghane, les dirigeants régionaux, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les organismes des Nations Unies, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), les forces de la coalition, le corps diplomatique, les organisations non gouvernementales et la société civile.

20. Le principal message que la mission a adressé au peuple afghan était que l'Afghanistan demeurait parmi les priorités du Conseil de sécurité et que la communauté internationale continuait d'appuyer le processus de paix dans le pays. La mission a souligné, à l'intention de l'Administration transitoire afghane, l'appui du Conseil de sécurité au processus de Bonn et a exprimé son vif intérêt pour les processus constitutionnel et électoral. Quant aux autorités locales et provinciales, la mission leur a lancé un message clair, à savoir qu'elles devaient impérativement participer au processus de paix et coopérer avec le gouvernement central.

IV. Principales questions examinées

Sécurité générale

21. La sécurité a été au centre des discussions que la mission a eues avec ses interlocuteurs. Les membres de la mission ont clairement vu combien le manque de sécurité (« la loi des armes ») affectait tout le processus de paix. Selon les interlocuteurs afghans, les trois principales sources d'insécurité sont le terrorisme, les combats entre factions et la production et le trafic de drogues.

Terrorisme

22. Dans les provinces du sud, du sud-est et de l'est, l'insécurité est considérablement aggravée par les attaques terroristes perpétrées par les membres présumés des Taliban et de Al-Qaida et des partisans de Gulbudeen Hekmatyar. Ces éléments constituent une grave menace pour la nouvelle armée nationale afghane et les forces de police nationale, pour les Afghans qui appuient le gouvernement central et, de plus en plus, pour les organismes d'aide. Cette menace a considérablement ralenti le processus de reconstruction car elle limite l'accès des pouvoirs publics et des organismes internationaux d'aide humanitaire et de développement à ces régions. Cette situation accroît le risque que les populations en majorité pachtounes – déjà mécontentes de leur faible représentation relative au gouvernement – soient marginalisées. À cet égard, la mission se félicite que les forces de la coalition envisagent de déployer des équipes de reconstruction dans les provinces du sud et du sud-est.

23. L'Afghanistan ne peut connaître de stabilité à long terme sans la coopération des États voisins. De nombreux interlocuteurs afghans ont constamment indiqué que l'instabilité était le fait de taliban et de membres d'Al-Qaida qui traversaient la frontière. Toutefois, le Secrétaire adjoint aux affaires étrangères Tariq Osman Hyder et l'Ambassadeur du Pakistan en Afghanistan ont assuré la mission que le Pakistan faisait tout ce qui était en son pouvoir pour contrôler sa frontière avec l'Afghanistan et ont souligné la nécessité d'une assistance internationale accrue à cet égard. Tout en se félicitant de la création de la Commission tripartite entre l'Afghanistan, le Pakistan et les États-Unis d'Amérique, la mission encourage la poursuite du dialogue entre les participants.

Combats entre factions

24. Dans bien des régions du pays, l'arbitraire pratiqué par les commandants locaux et les factions armées a causé de nombreuses victimes. Le mois passé, ont eu lieu à Mazar-e-Charif les combats les plus meurtriers entre factions depuis le début du processus de paix de Bonn. Lors des réunions avec des responsables provinciaux et des chefs de faction à Herat et Mazar-e-Charif, la mission a souligné l'importance de la coopération entre les provinces et le gouvernement central. Elle a également souligné qu'il fallait respecter les droits de l'homme et l'existence de la société civile. C'est ainsi qu'au cours de la réunion avec Ustard Atta Mohammad et le général Abdurashid Dostum, la mission a fermement insisté sur la nécessité d'appliquer les réformes définies pour le nord, qui comprennent notamment : a) la restructuration des septième et huitième corps d'armée qui devraient être fusionnés dans une force nationale unifiée; b) la démilitarisation de Mazar-e-Charif; c) la collecte des armes lourdes; et d) la nomination de spécialistes aux principaux postes de l'administration locale et la fin de la main-mise des factions sur celle-ci. Pour leur part, les responsables locaux se sont dits préoccupés par le fait que la constitution ne tiendrait pas compte de leurs besoins particuliers, notamment parce qu'elle ne prévoyait pas de mécanismes démocratiques pour l'élection des autorités provinciales et locales. Ils ont redit à la mission qu'ils étaient décidés à exécuter le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, qui devait être universel et non exclusif. Ils ont aussi exprimé des préoccupations au sujet des

questions relatives au « partage du pouvoir », aux nominations à des fonctions gouvernementales et à l'impartialité des autorités centrales à l'égard des factions.

Drogue

25. De nombreux interlocuteurs, notamment le Président Karzai et le Ministre des affaires étrangères Abdullah, ont placé la production et le trafic de drogue parmi les principaux facteurs d'instabilité. La production et le trafic de drogue alimentent le terrorisme, la criminalité et la corruption. Le Représentant spécial du Secrétaire général Brahimi a souligné que ce problème, par son ampleur, pouvait transformer l'Afghanistan en un narco-État. Le Ministre des finances Ashraf Ghani a expliqué que la production d'opium obérait les ressources de l'Afghanistan, parce qu'elle imposait des dépenses supplémentaires sur les plans de la défense, de la santé et de l'activité économique. Il a exhorté la communauté internationale à fournir des éléments de preuve qui permettraient d'engager des poursuites et contribueraient donc à isoler les coupables. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a pris la tête de l'assistance internationale à l'Administration transitoire dans le secteur des stupéfiants au moyen du renforcement des institutions, de l'application effective des lois, de la réduction de la demande et de mesures globales en faveur de modes de subsistance différents. Les représentants des organisations non gouvernementales ont dit que le manque de ressources pour le développement économique et le faible prix des cultures de remplacement avaient contribué à encourager la culture du pavot. Des hauts responsables de l'Administration provisoire et des représentants d'organisations non gouvernementales ont insisté sur la nécessité de mettre en oeuvre un programme d'action globale de lutte contre la production et le trafic de drogues. Ils ont également insisté sur la nécessité d'une coopération accrue des États voisins sur ce plan. Cela étant, il n'y avait manifestement pas une solution unique qui résoudrait rapidement le problème. La lutte contre le trafic de drogues ne saurait progresser sans que progressent parallèlement la sécurité, la reconstruction et l'extension des pouvoirs des autorités centrales. Étant donné que la drogue provenant d'Afghanistan avait un impact important sur les marchés des utilisateurs finals, le contrôle des drogues devait être renforcé au-delà de l'Afghanistan, notamment le long de ses frontières. La mission a félicité le Gouvernement afghan des premiers efforts qu'il avait faits pour lutter contre le trafic des stupéfiants et a préconisé un effort soutenu, coordonné et global dans la lutte contre la production et le trafic de drogues.

Aide internationale en matière de sécurité

26. La Mission réaffirme qu'en dernière analyse, ce sont les institutions de sécurité afghane qui doivent prendre en charge la sécurité de l'Afghanistan. Cela dit, tant qu'elles ne seront pas suffisamment développées, des forces internationales devront continuer d'assurer la sécurité. À cet égard, tous les interlocuteurs se sont vivement félicités de la résolution 1510 (2003) du Conseil de sécurité et ont demandé des éclaircissements sur ses incidences quant à la sécurité des régions que Kaboul dans l'avenir immédiat à proche.

27. La Mission a été impressionnée par la contribution positive de la FIAS à la sécurité à Kaboul ainsi que le rôle joué par l'équipe de reconstruction de province à Mazar-e-Charif. Elle espère que la FIAS continuera de contribuer au processus de

Bonn, en ce qui concerne plus particulièrement le soutien à la Loya Jirga constituante et au processus électoral.

28. Les représentants des forces de la Coalition, conscients que pour être efficace, la lutte contre le terrorisme exige une stratégie globale à long terme, ont décrit l'état actuel de leur réflexion sur la question. Cette approche consisterait à intégrer les efforts de la communauté internationale et à mettre en place une plate-forme d'extension des structures gouvernementales aux zones de moindre sécurité (sud et sud-est). La Coalition compte déployer une équipe de reconstruction de province à Kandahar pour permettre à la population d'avoir un plus grand sentiment de sécurité, ce qui créerait de meilleures conditions pour la reconstruction, l'installation des structures administratives gouvernementales et les opérations de désarmement, démobilisation et réinsertion. Dès qu'il aura été procédé à un bilan de la phase expérimentale et que le modèle sera perfectionné en conséquence, la Coalition se penchera sur la question du déploiement éventuel d'autres équipes de reconstruction de province et la création d'une « zone régionale de développement » dans le sud et le sud-est.

Réforme du secteur de la sécurité

29. La Mission a entendu un exposé sur les initiatives prises en vue d'accélérer la réforme du secteur de la sécurité. Les efforts visant à constituer une police nationale (effectif cible de 20 000 environ en juin 2004) et d'une armée (effectif cible de 70 000 d'ici à 2008) ont été notablement renforcés ce mois-ci par l'apport d'une aide supplémentaire des États-Unis. Ces initiatives revêtent une importance particulière qui tient au fait qu'elles permettent de créer l'environnement nécessaire au succès de la Loya Jirga constituante et du processus électoral (la « course contre la montre » évoquée par le Ministre de l'intérieur Jalali). Le déploiement de ces équipes sert aussi à faire en sorte que la population ait davantage confiance dans la capacité des structures de l'État à maintenir l'ordre public. Le Ministre de l'intérieur a fait remarquer qu'il importe d'alimenter régulièrement le Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public, s'agissant en particulier des salaires des policiers.

30. La nomination de 22 nouveaux hauts fonctionnaires a parachevé la première phase de réforme du Ministère de la défense. Les interlocuteurs afghans et leurs partenaires internationaux ont souligné que beaucoup restait certes à faire pour que le Ministère devienne un organe véritablement représentatif mais les progrès réalisés ont permis d'engager la phase expérimentale de désarmement, démobilisation et réinsertion à Kunduz. La Mission invite l'Administration transitoire à tirer parti de ces mesures initiales pour compléter le processus de réforme et l'étendre à d'autres institutions essentielles, à commencer par le Ministère de l'intérieur et les services de renseignement, pour faire en sorte qu'ils soient tous les deux largement représentatifs et professionnels.

Processus de Bonn

31. La Mission a été encouragée par les progrès réalisés dans l'instauration de la paix en Afghanistan et par les efforts faits parallèlement pour mettre en place un État qui soit viable et responsable à l'égard de la population. À ce jour, les repères du processus de paix de Bonn ont été atteints, en général, dans les délais impartis.

Mais ces progrès n'ont été ni uniformes, ni exempts de revers sérieux. Les problèmes constants de sécurité, le pouvoir manifestement limité du Gouvernement et l'absence de l'état de droit demeurent de sérieux obstacles à la réussite finale du processus de Bonn. Le non-respect par les factions armées de l'engagement qu'elles avaient pris expressément dans l'Accord de Bonn (S/2001/1154, annexe 1, par. 4) de se retirer de Kaboul nuit gravement à l'autorité du Gouvernement – dans ce qu'il a de plus central – et il conviendrait de mettre fin à cet état de choses sans délai.

32. L'Afghanistan entre à présent dans la phase la plus critique du processus de paix – le projet de constitution a été publié le 3 novembre et l'on prépare actuellement la Loya Jirga constituante et le début des inscriptions sur les listes électorales. Ces processus, par leur nature même, et même dans les conditions les plus favorables, font remonter à la surface des questions sur lesquelles la société est divisée. En Afghanistan, les conditions d'un processus politique national crédible ne sont pas encore réunies, en ce sens qu'il faut mieux recentrer la réconciliation nationale, laisser aux partis politiques le temps de se développer, réformer les institutions nationales et restreindre le pouvoir des chefs de faction. Par ailleurs, certains commandants locaux continuent de faire fi des demandes du Gouvernement central concernant les nominations de responsables provinciaux et le virement des recettes douanières.

33. À l'issue de discussions avec le Chef du Groupe électoral de la MANUA, la Mission est d'avis que, nonobstant les efforts importants faits par la MANUA et les autorités électorales afghanes, le processus d'inscription sur les listes électorales est fragilisé non seulement par l'absence de sécurité, qui empêche actuellement d'accéder en particulier à de vastes zones pachtounes mais aussi par la modestie du financement volontaire dont ce projet est tributaire. La Mission a ainsi appris qu'un montant de 62 millions de dollars au total était nécessaire pour mener à bien l'opération d'inscription sur les listes électorales.

34. Le projet de constitution, qui a été rendu public pendant la visite de la Mission, prévoit un dispositif de transition. Cette formule, si elle est acceptée par la Loya Jirga constituante, institue un délai (pouvant aller jusqu'à 12 mois) entre la tenue de l'élection présidentielle et celle de l'élection parlementaire. Or, le Président Karzai s'est inquiété du risque que ce délai soit perçu comme une tentative illégitime de conserver le pouvoir et alimente les rancœurs devant une représentation jugée peu équilibrée au sein du gouvernement central et son autorité limitée. De tels sentiments pourraient aliéner certaines parties de la population, notamment dans les zones à majorité pachtounes. Pour éviter que les chefs de faction n'assoient davantage leur pouvoir, il est important que des élections crédibles aient lieu le plus rapidement possible après l'élection présidentielle. Le Représentant spécial du Secrétaire général a fait part à la mission de son point de vue selon lequel l'Accord de Bonn devrait être mis en oeuvre dans son esprit, mais non à tout prix.

Reconstruction

35. La Mission a été informée des progrès, qu'elle juge encourageants, dans les domaines de la reconstruction et de la gouvernance. Des mesures non négligeables ont été prises, notamment l'élaboration d'un cadre national de développement, l'adoption d'une nouvelle monnaie nationale et la reconstruction en cours des principaux axes routiers. Le Ministre des finances a fait part à la Mission de sa

vision d'un Afghanistan qui retrouverait son rôle traditionnel de passerelle terrestre entre l'Asie du Sud et l'Asie centrale grâce à la construction rapide d'un réseau routier. Ce réseau faciliterait en outre l'extension de l'autorité du gouvernement central dans les provinces. Les principaux ministres de l'Administration transitoire ont jugé très important de mettre en oeuvre de grands projets d'infrastructure tels que les réseaux de distribution d'eau, y compris l'irrigation et les châteaux d'eau, et un réseau de conduites de gaz.

36. Le Ministre des finances a en outre présenté un exposé convaincant sur sa vision de la viabilité économique de l'Afghanistan. Il a émis l'espoir que, dans les cinq années à venir, les réformes engagées et les nouvelles structures mises en place permettraient d'atteindre un revenu par habitant de 500 dollars et des recettes intérieures de 1,5 milliard de dollars. Atteindre cet objectif suppose un taux de croissance à deux chiffres et une aide internationale durable. Il a instamment demandé aux donateurs de concentrer leur aide sur trois secteurs au plus.

37. La Mission a été très encouragée aussi par les initiatives prises par le Ministre des finances visant en matière de lutte contre la corruption et de mise en oeuvre de mesures de bonne gouvernance. Le Ministre a souligné que le retour des Afghans hautement qualifiés de la diaspora était souhaitable, mais que le niveau relativement bas des salaires ne les incitait pas à revenir. La Mission a également pris note avec appréciation du travail accompli par le Ministre du relèvement rural et du développement, en particulier pour l'efficacité de la remise en état de son ministère et ses nombreux programmes nationaux qui favorisent la démarginalisation de la population au niveau local.

Questions relatives aux droits de l'homme et à l'égalité entre les sexes

38. La Mission s'est entretenue avec des représentants de la société civile et de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, et ce à Kaboul, Herat et Mazar-e-Charif. Bon nombre de ces représentants ont brossé un tableau sans fard de la situation générale dans leur région, à savoir la violation généralisée de toute une série de droits fondamentaux de la personne humaine. Au près des dirigeants régionaux, la Mission a insisté sur l'importance qu'une société civile dynamique et le respect des droits revêtent pour la stabilité de l'Afghanistan.

39. Les représentants des ONG et de la société civile ont demandé qu'il soit mis fin au phénomène de l'impunité, que soit mis en place un mécanisme de justice en période de transition et que des spécialistes de la surveillance des droits de l'homme soient déployés. Ils ont souligné le caractère inadmissible du maintien dans de hautes fonctions publiques d'auteurs de violations graves des droits de l'homme. Des hauts fonctionnaires de l'Administration transitoire et d'autres interlocuteurs ont toutefois fait valoir qu'à l'heure actuelle l'Afghanistan est trop faible pour affronter les démons de son passé et qu'il faut plutôt se consacrer essentiellement à instaurer des pratiques de bonne gouvernance.

40. La Mission a eu l'occasion de procéder à un échange de vues avec la Ministre des affaires féminines, Habiba Sohrabi, et a reçu de représentants de la société civile des informations sur les questions relatives à l'égalité entre les sexes. Les droits des femmes, en particulier leur participation active à la vie sociale, politique et économique du pays, continuent de buter sur de graves obstacles qui tiennent à la

culture, aux coutumes et au manque de sécurité. La Mission a été choquée d'apprendre que les militants des droits des femmes faisaient souvent l'objet de menaces de mort et que le taux de suicide des femmes était très élevé – au cours des seuls six derniers mois, il y avait eu plus de 40 affaires de ce type, qui constituaient souvent une réaction de désespoir devant la perspective d'un mariage forcé.

41. Les représentants de la société civile ont souligné qu'il fallait se pencher sérieusement et immédiatement sur les besoins des femmes. Ils étaient en particulier préoccupés par le projet actuel de constitution, qui, à leur avis, ne donnait pas suffisamment de garanties expresses des droits des femmes, et ils ont demandé à la communauté internationale de s'intéresser de près à cette question.

42. Enfin, les membres de la Mission félicitent vivement le Représentant spécial du Secrétaire général Brahimi des efforts inlassables et de l'esprit d'initiative dont il fait montre. Ils ont été impressionnés par le dévouement des membres de la MANUA, qui servent l'Organisation dans un environnement extrêmement difficile et peu sûr. Ils expriment également leurs remerciements à l'Administration transitoire afghane et à la MANUA pour leur hospitalité au cours de cette visite.

Annexe I

Mandat et composition de la mission du Conseil de sécurité en Afghanistan

Mandat

1. Les membres du Conseil de sécurité ont décidé d'envoyer une mission en Afghanistan du 31 octobre au 7 novembre 2003. La mission se rendra à Kaboul, Herat, Kandahar et Mazar-e-Charif.

2. Les objectifs de la mission sont les suivants :

- Réaffirmer avec force l'attachement indéfectible de la communauté internationale au processus de paix et à la reconstruction en Afghanistan et promouvoir le renforcement de l'appui international et régional en faveur de ce processus;
- Examiner les progrès réalisés jusqu'à présent dans l'application de l'Accord de Bonn et encourager l'Administration transitoire afghane à aller plus loin, notamment dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité, du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, et de l'organisation des élections;
- Observer les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), y compris celles entreprises en vue d'aider l'Administration transitoire afghane à organiser les élections, à mettre en oeuvre la Constitution et à coordonner l'ensemble des opérations des Nations Unies;
- Observer les opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan, explorer les possibilités d'améliorer la situation en matière de sécurité et d'établir l'autorité de l'Administration transitoire à l'échelle du pays et, à cet égard, acquérir une meilleure compréhension du rôle joué par les équipes provinciales de reconstruction;
- Faire le bilan de la situation humanitaire et de celle relative aux droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les femmes, les enfants, les réfugiés et les personnes déplacées, et évaluer les progrès réalisés en matière de redressement et de reconstruction;
- Faire le point sur l'application de la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage, adoptée le 22 décembre 2002;
 - Exhorter les dirigeants régionaux et les chefs de faction à renoncer à toute forme de violence, à condamner les activités liées au fondamentalisme, au terrorisme et à la drogue, à assurer l'ordre public et la sécurité de la population, à promouvoir la réconciliation entre les différents groupes ethniques, à appuyer l'application de l'Accord de Bonn et à coopérer pleinement avec l'Administration transitoire afghane, conformément à l'accord du 22 mai 2003, et avec la MANUA en vue d'atteindre ces objectifs.

Composition

Allemagne (l'Ambassadeur Gunter Pleuger, chef de la mission)
Angola (M. Candido Pereira dos Santos Van-Dunem, Conseiller)
Bulgarie (l'Ambassadeur Stefan Tafrov)
Cameroun (M. Mathieu Blaise Banoum, Ministre conseiller)
Chili (l'Ambassadeur Heraldo Muñoz)
Chine (M. Jingye Cheng, Conseiller)
Espagne (l'Ambassadeur Inocencio Arias)
États-Unis d'Amérique (l'Ambassadeur John D. Negroponte)
Fédération de Russie (l'Ambassadeur Sergey Lavrov)
France (l'Ambassadeur Jean-Marc de la Sablière)
Guinée (M. Boubacar Diallo, Ministre Conseiller)
Mexique (l'Ambassadeur Adolfo Aguilar Zinser)
Pakistan (l'Ambassadeur Munir Akram)
République arabe syrienne (M. Bassam Sabagh, Deuxième Secrétaire)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(l'Ambassadeur Emyr Jones Parry)

Annexe II**Programme of the Security Council mission to Afghanistan
(31 October-7 November 2003)****Sunday, 2 November**

- 0800 Departure Dubai
- 1100 Arrival Islamabad
- 1200 Departure from Islamabad
- 1510 Arrival Kabul
- 1520 Press Encounter
(at airport)
- 1545-1620 Dr. Abdullah Abdullah, Minister of Foreign Affairs, accompanied by SRSG and Karl Fischer, Senior Advisor/External Relations
Ministry of Foreign Affairs
- 1630-1930 H.E. President Karzai, Vice Presidents Marshall Mohammad Qassim Fahim, Hydayet Amin Arsala, Mohammad Karim Khalili, and Nematullah Sharani, accompanied by SRSG and interpreter
Presidential Palace
- 2000-2130 Light Dinner and Briefing with Lieutenant-General Götz Gliemeroth, Commander ISAF
ISAF HQ
- 2130 Departure from ISAF HQ to Accommodation

Monday, 3 November

- 0615 Departure from Gandamak Lodge to Turkish Embassy
- 0645 Departure from Turkish Embassy to Airport
- 0745 Depart Kabul for Herat, accompanied by Karl Fischer, Senior Advisor/External Relations
- 0900 Arrival in Herat
- 0945-1045 Deputy Governor of Herat
(will meet delegation at airport and accompany to Governor's Residence)
- 1100-1145 Meetings with members of the Afghan Independent Human Rights Commission (AIHRC) and civil society representatives
UNAMA Western Regional Office
- 1200-1245 Lunch Meeting with UN Agency Heads and NGO representatives
UNAMA Western Regional Office or UNICA Guesthouse
- 1245-1345 Advisory Shura
UNAMA Western Regional Office
- 1345-1400 General Baz Ahmadi, 4th Army Corps Commander

- 1415-1430 Press Encounter
(at airport)
- 1545 Departure for Kabul
- 1700 Arrival Kabul
- 1815-1915 Meeting with SRSG
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1930 Dinner at the German Embassy for Security Council Members
- 2130 Return to Turkish Embassy

Tuesday, 4 November

- 0800 Departure from Gandamak to UNAMA
- 0815 Departure from Turkish Embassy to UNAMA
- 0830-0930 Dr. Ashraf Ghani, Minister of Finance, accompanied by CoS
Margareta Wahlstrom
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 0930-1015 Ambassador of Pakistan to Afghanistan
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1030-1115 Major-General David Barno [p], Office of Military Cooperation —
Afghanistan (OMC-A), and David Sedney, US Chargé d'Affaires,
accompanied by SRSG
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1115-1215 Ali Ahmed Jalali, Minister of Interior, accompanied by
DSRSG Arnault
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1215-1300 Lunch
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1315-1415 General Rahim Wardak, Deputy Defence Minister and General
Bismillah Khan, Chief of Staff, Ministry of Defence, accompanied
by DSRSG Arnault and interpreter
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1445-1530 Ambassador of Iran to Afghanistan
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1530-1730 Security Sector Briefing, with Italy, Germany, Japan, United
Kingdom, United States, France, UNAMA Military Advisory Unit,
presentation by Afghanistan New Beginnings Programme
UNAMA, Building 6 Conference Room

Wednesday, 5 November

- 0615 Departure from Gandamak Lodge to Turkish Embassy
- 0630 Departure from Turkish Embassy to Airport

- 0730 Depart Kabul for Mazar-i-Sharif, accompanied by Karl Fischer,
Senior Advisor/External Relations
- 0840 Arrival in Mazar
- 0900-0930 Engineer Habibullah, Interim Governor of Balkh Province
UNAMA North Regional Office
- 0930-1015 UNAMA, UN agencies, and NGOs
UNAMA North Regional Office
- 1015-1045 Major Guy Bennett, Chief of Staff, UK Provincial
Reconstruction Team
UNAMA North Regional Office
- 1045-1130 Usted Atta Mohammad, *Jamiat-i-Islami* and General Abdulrashid
Dostum, *Junbesh-i-Milli*
UNAMA North Regional Office
- 1130-1200 Sandwich Lunch
UNAMA North Regional Office
- 1200-1330 Multiparty Security Commission of the North
UNAMA North Regional Office
- 1330-1430 Civil Society Representatives, organized by the Afghan
Independent Human Rights Commission
UNAMA North Regional Office
- 1430-1500 Press Encounter
UNAMA North Regional Office
- 1500 Departure to Airport
- 1530 Departure for Kabul
- 1700 Arrival in Kabul
- 1930 Dinner hosted by the SRSG and the Ministry of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
- 2130 Departure from Ministry of Foreign Affairs to Accommodation

Thursday, 6 November

- 0730 Departure from Gandamak Lodge to Turkish Embassy
- 0740 Departure from Turkish Embassy
- 0800-0900 Mine Detection Dog Training, UN Mine Action Centre for
Afghanistan
Mine Dog Training Centre
- 1015-1100 Dr. Hanif Atmar, Minister of Rural Rehabilitation and
Development, accompanied by CoS Margareta Wahlstrom
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1100-1145 Dr. Sima Samar, Chairperson, and the Afghan Independent Human
Rights Commission, accompanied by DSRSG Arnault
UNAMA, Building 6 Conference Room

- 1145-1345 Roundtable Discussion with Local and International Civil Society Representatives — organized in conjunction with the Agency Coordinating Body for Afghanistan Relief (ACBAR)
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1345-1415 Sandwich lunch with Heads of UN Agencies
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1415-1515 Wrap up with SRSG, Heads of UN Agencies, Reginald Austin (Chief, UNAMA Electoral Component)
UNAMA, Building 6 Conference Room
- 1515-1545 Press Conference
UNAMA Building 6, Press Briefing Room
- 1600 Departure from UNAMA for Kabul International Airport
- 1700 Departure for Islamabad
- 1830 Arrival Islamabad
- 1900 Departure for Dubai
- 2200 Arrival Dubai

Friday, 7 November

- 0930 Depart Dubai
- 1310 Arrive Munich
- 1800 Arrive New York
-